

# Être SOLIDAIRE



## ÉDITO

### Pourquoi être solidaire

Faire preuve de solidarité, c'est agir en faveur de quelqu'un dont on partage les intérêts : en défendant les siens, vous défendez aussi les vôtres ; en défendant les vôtres, vous défendez les siens. Nous sommes interdépendants : dans de nombreux domaines, ce qui se passe ailleurs a des conséquences ici.

La misère, les guerres, les atteintes à l'environnement, les déplacements de populations : autant de problèmes qui dépassent les frontières et ont des répercussions chez nous.

En retour, tout ce que nous faisons ici, nos modes de vie, nos modes de productions agricole et industrielle comme les choix politiques et économiques de nos gouvernements, ont des conséquences pour toute la planète. Surconsommation d'énergie, gaspillage, pillage des ressources, ventes d'armes, valorisation du profit accentuent les inégalités et mettent en danger la planète. Pouvons-nous faire quelque chose ?

De nombreux citoyens, de nombreuses organisations de la CGT,

pensent qu'il est possible de s'organiser pour agir contre ces inégalités, pour rendre le monde plus juste et pour partager les richesses de façon plus équitable. Nous sommes tous concernés. Chacun et chacune peut participer à sa manière et à son échelle...

Nous pouvons soutenir des projets de développement, en partenariat avec des organisations qui agissent dans ce domaine. Pour construire une solidarité de peuple à peuple, pour travailler avec les associations locales, en rejoignant des associations ou des organismes qui agissent dans ce domaine.

Pour poursuivre et développer, l'activité de *L'Avenir social*, l'investissement de chacun est nécessaire. Un premier geste simple en ce début d'année : penser à renouveler son adhésion et faire connaître autour de soi *L'Avenir social*.

Antonio Delgado

# SOLIDAIRES



#### Bureau

- JEUDI 5 MARS
- JEUDI 7 MAI

#### Conseil d'Administration

- MARDI 17 MARS
- MARDI 12 MAI

#### L'assemblée générale

- JEUDI 4 JUIN

ATTENTION, seuls les adhérents à jour de leur cotisation de l'année 2020 pourront prendre part aux votes lors de l'Assemblée générale.



## L'APPORT DE L'AVENIR SOCIAL AUX FEMMES TRAVAILLEUSES RURALES DU SÉNÉGAL



Réception du moulin par madame Dado GOUBIABY, présidente des femmes et Soulye DIOP, responsable local du Syndicat des Cultivateurs Éleveurs et Maraichers du Sénégal, SCEMS

Le programme d'appui de *L'Avenir social* au Syndicat des Cultivateurs Éleveurs et Maraichers SCEMS, affilié à la Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal (CSA), a connu un grand essor au cours de l'année 2019.

Quatre nouvelles classes ont pu fonctionner dans trois langues locales : sérère, wolof et pulaar. Ces formations ont permis de renforcer les capacités de près de deux cents femmes travailleuses rurales intervenant dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

Plusieurs sessions d'évaluation ont permis de constater les progrès significatifs faits par les différentes bénéficiaires. Au village de Nguer Babou, elles sont désormais en mesure de mettre à jour le registre des naissances au niveau de leur case de santé. Il s'agit là, d'une véritable révolution, dans un milieu où l'état civil a toujours posé un problème, surtout pour la scolarisation des enfants.

Ces femmes ont également mis en place un Groupement d'intérêt économique, G.I.E. qui achète des chaises qu'elles mettent en location au cours de certaines cérémonies familiales ou religieuses. Elles vont également acheter du poisson frais au marché de Kao-lack qu'elles viennent revendre à Nguer Babou.

À Koungheul, les évaluations ont révélé d'importants progrès, malgré un démarrage tardif. La durée de la formation a été prolongée de trois mois, et devra prendre fin en mars 2020 pour leur assurer une meilleure maîtrise de l'écriture.

L'évolution la plus significative est notée à Mbokhodane où les femmes, après plusieurs années de formation, et la consolidation de leurs acquis en lecture, écriture et calcul ont bénéficié d'une formation en teinture artisanale.

Trente-cinq parmi elles ont obtenu, après une évaluation rigoureuse, une attestation qu'elles arborent avec fierté. Mais le plus important reste la capacité productrice ainsi acquise, et qui leur permet de réaliser des pièces qu'elles peuvent mettre en vente dans le marché du département.

Déjà en 2014 les économies réalisées sur leur budget de formation leur avaient permis de mettre en place un fonds de crédit rotatif d'un montant de 500 euros. Elles ont ainsi pu, par un système de petits prêts remboursables en deux ou trois mois, faire fructifier ce capital et le porter de nos jours à 1500 euros comme en atteste l'exposé fait au cours de l'évaluation en date du 8 janvier 2020.

La grande difficulté pour ces femmes était de concilier leurs formations, leurs activités économiques et les multiples tâches ménagères. Parmi ces contraintes fortes, on peut noter la corvée d'eau et la transformation des céréales en vue de préparer les repas. Grâce à *L'Avenir social*, elles ont pu obtenir en janvier 2020 un moulin à mil. Véritable cadeau de Nouvel An, cet outil est en train de changer radicalement la vie quotidienne de ces centaines de femmes qui, depuis des générations, ont été contraintes de piler le mil à la main, avec toutes les conséquences négatives d'une telle pratique sur leur santé.

La cérémonie de réception de ce moulin a été l'occasion d'exprimer leur reconnaissance aux camarades de *L'Avenir social*, et de rendre un vibrant hommage à leur sens de la solidarité. L'exploitation du moulin permettra, sans nul doute, de mieux souder le collectif et de générer des fonds additionnels qui pourront soutenir leurs activités économiques et contribuer à sortir ces femmes de la précarité et de l'extrême pauvreté.

Ainsi, il nous semble que l'ensemble des populations ciblées par notre programme y trouve une réponse adéquate à ses préoccupations. Reste à diversifier les activités de formation en insistant désormais sur l'aspect professionnel. De ce point de vue, l'expérience de la teinture artisanale a été très concluante à Mbokhodane et pourrait être étendue à Koungheul et Nguer Babou, étant entendu que pour les femmes intervenant dans l'élevage, la priorité soit de les former en technique de conservation ou de transformation des produits laitiers.

D'une manière générale, les bénéficiaires ont identifié des formations qui peuvent se faire au niveau local, sans recourir à des moyens extraordinaires, et qui pourront leur permettre d'assurer très vite des prestations rémunérées.

Il s'agirait par exemple de :

- Teinture et sérigraphie ;
- Fabrication artisanale de savon et d'eau de javel ;
- Couture, coiffure et crochet ;
- Transformation et conservation des produits locaux ;
- Microjardinage.

Pour le cas spécifique du microjardinage, ce serait un excellent moyen pour contourner les difficultés d'accès des femmes à la propriété terrienne et la rareté de l'eau.

En tout état de cause, la coopération entre *L'Avenir social* et la CSA, à travers l'appui au SCEMS est en train de transformer positivement la vie de plusieurs centaines de familles rurales, tout en contribuant à la promotion d'une éducation aux droits de la personne. C'est sans doute l'un des grands bénéfices de ce programme qui amène ces femmes, naguère analphabètes et victimes passives, à se rendre compte qu'en développant une confiance en elles-mêmes et en leur capacité d'initiative, elles osent tout entreprendre et peuvent tout réussir.

**Mamadou DIOUF,**  
président d'honneur de la CSA

## SIX JOURNÉES AU BURKINA FASO

En octobre dernier s'est ouverte l'école primaire Lila Chouli dans le village de Douré, donnant ainsi suite aux dernières volontés de la militante prématurément décédée et ayant consacré sa vie de chercheuse au Burkina Faso. En vue de l'inauguration officielle de l'école, Frédérique Landas, présidente de *L'Avenir social* et Yannick Delaunay, administrateur et référent de ce projet se sont rendus sur place du 11 au 17 février.

Les notes de voyage qui suivent retracent les six journées passionnantes de rencontres, de débats, de découvertes et d'espoir pour la communauté militante burkinabè qui accueillait nos deux camarades.



### PREMIÈRE JOURNÉE

Un repas chez monsieur le maire de Ziniaré ; belle soirée conviviale ; diaporama retraçant l'histoire de l'école Lila Chouli de Douré.

### DEUXIÈME JOURNÉE

Visite du village de Douré ; inauguration de l'école Lila Chouli. Les enfants ne traverseront plus le fleuve. Une grande fête a été organisée au village. Les villageoises ont cuisiné pour nous les poulets que chaque famille a apportés. Chants et danses ponctuent les discours officiels. Par la solidarité financière de la FERC CGT : remise à chaque enfant (29 filles et 33 garçons) d'un cartable et du matériel scolaire.

### TROISIÈME JOURNÉE

Visite de Absouya à 75 km de Ziniaré. Rencontre avec les femmes d'un village Danaogo. Salutations au chef du village et aux hommes. Les femmes me font part de leurs conditions de vie, du fait qu'elles n'ont pas choisi leur mari (sauf une), que celui-ci ne veut pas qu'elles prennent une contraception.

### QUATRIÈME JOURNÉE

Rencontre avec des femmes juristes qui tiennent une permanence pour informer les femmes sur leurs droits, salut aux femmes, qui toujours elles, qui attendent pour faire leur dossier au CCAS, à des jeunes filles déscolarisées qui reprennent une formation de trois ans pour devenir couturières...

Rencontre de l'association provinciale des retraité-e-s et des représentant-e-s de l'association des personnes âgées de Ziniaré. Ces associations jouent un rôle important dans l'apaisement de la situation sociale et politique. Rencontre avec la coordination

départementale des femmes qui regroupe les nombreuses associations de femmes. Elles œuvrent pour la réintégration des filles mères, l'accompagnement à la création d'activités pour permettre aux femmes d'accéder à leur autonomie et apportent toutes les solidarités et informations sur leurs droits. Je termine cette belle journée par un échange avec quatre camarades de l'Union locale CGT B de Ziniaré. Deux d'entre eux bénéficient de la formation en informatique que *L'Avenir social* soutient. L'UL apporte son soutien aux luttes locales.

### CINQUIÈME JOURNÉE

Projet de l'association Yiikri et soutenu par TrustAfrica : «relever le défi du change-

ment des normes sociales pour promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes et des filles au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso». Yiikri a choisi d'axer son action sur la problématique de l'exclusion sociale des femmes pour allégation de sorcellerie. Départ à Ouagadougou

Débat avec des étudiants à l'université. Prise de parole sur la table des échanges : d'abord pour présenter le projet de réforme des retraites, l'échange porte aussi sur la politique de la France en Afrique, le passage du franc CFA à l'éco, le quota des genres, la natalité, la religion, les formes de luttes, le néocolonialisme de la France et du président Macron.

### SIXIÈME ET DERNIÈRE JOURNÉE

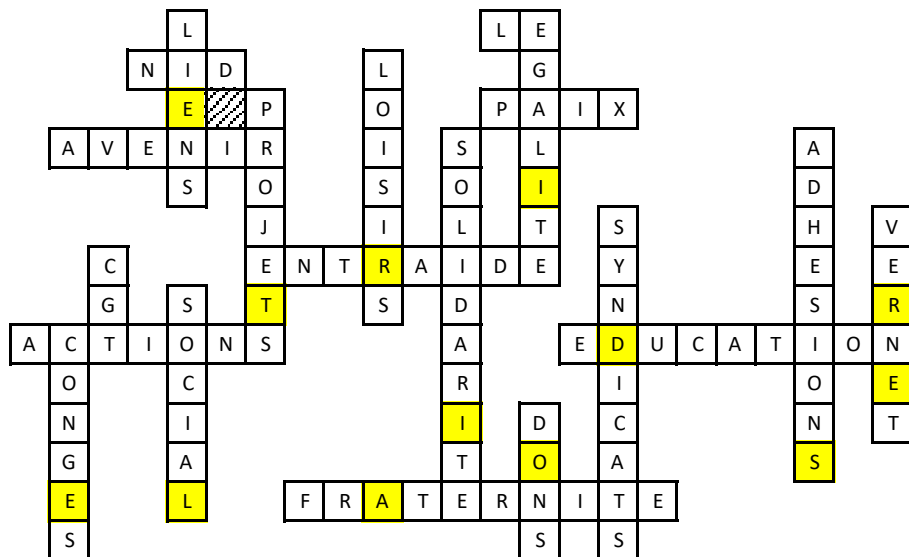
On prend la route avec Hamado Simpore. Rencontre avec l'association TIKIMTO. Il s'agit d'une association d'entraide créée en 2009 afin de mieux organiser l'entraide entre les villageois. Elle organise des débats, du théâtre forain pour sensibiliser sur le planning familial, des dons du sang, a installé un moulin dans le village, mis en place un microcrédit solidaire, mène des actions de sensibilisation sur les MST.

Nous filons à l'aéroport et c'est avec plaisir que je me tiens à votre disposition pour vous raconter avec plus de détails cette fantastique semaine de rencontres humaines et d'échanges.

**Frédérique Landas**



## SOLUTION DE LA GRILLE DE MOTS CROISÉS N° 48



**ETRE SOLIDAIRE**



# CINÉMA

## Made in Bangladesh : histoire d'une lutte qui a tissé sa toile

Le 24 avril 2013, à Dacca (Bangladesh) un immeuble d'activité de 5000 salariés de la confection, le Rana Plaza, s'effondrait, causant la mort de 1135 personnes et en blessant 2000 autres. Peu après, le syndicat du textile du Bangladesh (NGWF) décidait d'engager une action de formation auprès de cette population ouvrière très majoritairement féminine. L'Avenir social y a apporté son soutien. Le film «Made in Bangladesh» de la cinéaste Rubayat Hossain (2019), sorti en salles le 4 décembre 2019, s'inspire directement de ce drame. Il relate le combat d'ouvrières du textile pour créer un syndicat dans leur usine de Dacca et améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Le 4 février dernier, le film a été projeté à Montreuil à l'occasion de la réunion du CCN de la CGT, en présence d'Amirul Hacque Amin, le secrétaire général du NGWF, d'une militante du syndicat ainsi que du producteur. Les échanges avec la salle ont été l'occasion de faire état des conditions de travail, de salaire et de sécurité de ce secteur qui fournit les grandes marques occidentales parmi lesquelles Zara, Camaïeu, Lidl, Auchan. Harcèlements sexuel et moral, heures supplémentaires non payées, insécurité, humiliations et violences de genre, répression antisyndicale sont le quotidien des travailleuses qui appellent au soutien et à la solidarité militante internationale. La coopération de la CGT et de L'Avenir social a été rappelée et saluée par nos camarades. Un tel film – qui appelle peut-être une suite – constitue un soutien tant sur le terrain politique que culturel et permet de populariser la lutte de nos camarades bangladeshis.

### Made in Bangladesh

Le combat d'une ouvrière pour toutes les ouvrières | En salle

### Évolution des adhésions orgas et individuelles au 31/01/2020

ADHÉSIONS	2017	2018	2019	Adhésions au 31/01/2019	Adhésions au 31/01/2020
ORGANISATIONS	341	274	329	94	62 (-32)
INDIVIDUELLES	377	264	348	132	120 (-12)
	<b>718</b>	<b>538</b>	<b>677</b>	<b>226</b>	<b>182</b>